

Où il est question de pouvoir

PAR RON OSWALD

LA DÉBÂCLE DU SYSTÈME FINANCIER INTERNATIONAL ET SES CONSÉQUENCES POUR L'ÉCONOMIE MET DES CENTAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS, DONT BEAUCOUP SONT MEMBRES DE L'UITA, DANS UNE SITUATION DÉSASTREUSE. ON PEUT DIFFICILEMENT PARLER D'OPPORTUNITÉ. MAIS UNE CHOSE EST CERTAINE, LE SYSTÈME NE PEUT PLUS CONTINUER À FONCTIONNER COMME IL L'A FAIT JUSQU'À PRÉSENT

La déréglementation des marchés est décriée comme elle ne l'a jamais été depuis des dizaines d'années et l'économie de marché s'est totalement discréditée en tant que modèle de fonctionnement de l'économie mondiale.

L'occasion nous est donnée de changer le système néolibéral. La conception suivant laquelle la politique doit réaffirmer son rôle en tant que moteur de l'économie bénéficie d'un large soutien. Ainsi, lorsqu'on parle d'opportunités, c'est d'opportunités politiques dont il est question, avec pour objectif que les institutions internationales qui ont jusqu'à présent laissé le champ libre à un capitalisme débridé soient maintenant modernisées et réformées pour se concentrer sur la réglementation du capital plutôt que sur la déréglementation de l'économie.

Mais nous en sommes encore loin. Nous avons assisté jusqu'à présent dans divers pays du monde à des efforts de dimension nationale visant à imposer le contrôle du politique sur le marché libre. De nombreux gouvernements interviennent directement pour prendre le contrôle du système bancaire, mais beaucoup rechignent, dans les faits, à exercer le pouvoir qu'ils détiennent. Le gouvernement britannique, par exemple, est intervenu dans le système bancaire comme beaucoup d'autres mais, au lieu de fixer des orientations claires, il se limite à suggérer ou demander l'adoption de certaines mesures.

Malgré tout ce qui se dit dans les milieux politiques à propos d'une "nouvelle architecture financière mondiale", la première réunion des dirigeants du monde entier, réunis à Washington en novembre 2008 pour lutter contre la crise financière, n'a donné que de maigres résultats.

Malgré l'injection de milliards de dollars d'argent public dans les systèmes bancaires nationaux, le carnage financier se poursuit et ravage maintenant le secteur manufacturier et les services. Tandis que des emplois sont détruits massivement dans le monde entier, des sommes énormes sont une nouvelle fois gagées sur des endettements d'entreprises et des cours de bourse par des investisseurs qui cherchent à tirer profit de la déroute.

Le calendrier vague et apathique du changement arrêté par le sommet trahit une communauté politique hésitante et désorientée, tout à l'opposé de ce dont le secteur financier a besoin. L'Institut de la finance internationale (IIF), l'organisme de lobbying mondial du secteur de la finance, a énoncé ses demandes dans une lettre envoyée la veille du sommet par son président (par ailleurs président de la Deutsche Bank), Joseph Ackermann, et quatre autres grands noms de la banque. Pour l'essentiel, elle revendiquait deux choses : premièrement la création d'un Conseil de coordination de la régulation financière mondiale pour prendre les rênes du système financier

international et, deuxièmement, l'élargissement du club sélect des nations du G8 au nombre de 20.

Avec ce projet de nouveau Conseil, l'IIF cherche à renforcer le rôle du Fonds monétaire international, en dépit du rôle destructeur qu'il a joué lors de précédentes crises. Ce Conseil chapeauterait les banques privées et les institutions de prêt multilatérales et serait lié à des "collèges de superviseurs" qui, comme le dit la lettre, surveilleraient les 30 à 40 plus grandes institutions de services financiers au monde.

L'IIF voit dans l'élargissement du G8 à 20 et dans des droits de représentation plus importants au FMI et dans d'autres organisations multilatérales pour ceux qu'il qualifie de "pays en développement systématiquement importants" la base de l'expansion et d'une intégration plus poussée du secteur mondial des services financiers.

Les dirigeants du monde de la finance, nullement déconcertés par leurs errements antérieurs, ont un programme clair qu'ils énoncent en ces termes : "Quand les institutions financières et les marchés reviendront à un mode de fonctionnement normal, il faudra concevoir et appliquer des stratégies de sortie bien définies. Les mesures d'urgence ne doivent pas fournir la base d'un rôle plus large permanent du public dans le système financier international; cela pourrait compromettre les perspectives de reprise d'une croissance soutenue de la production et de l'emploi en introduisant des inefficacités d'une ampleur considérable sur les marchés mondiaux."

Le message est clair : en période de crise, les pouvoirs publics devraient voler au secours du secteur financier pour ensuite revenir très vite à leur rôle traditionnellement plus limité de soutien de l'expansion de la finance privée en tant que garant de la dette publique.

Le comportement décourageant des gouvernements traduit-il simplement un manque et volonté et d'imagination de leur part ? Peut-on raisonnablement imaginer que des solutions de rechange à l'orthodoxie néolibérale vont émerger spontanément d'un groupe de 8, porté à 20, 30 ou plus banques centrales lorsque le seul engagement commun de leurs lobbies financiers nationaux vise à protéger la valeur de leurs réserves en dollars ?

L'élargissement de la participation des pays en développement (triés sur le volet) aux sommets mondiaux répond à des revendications pour une meilleure représentation, mais il ne touche pas aux relations sociales et aux rapports de forces qui sont à la base du système et de la crise qu'il traverse actuellement.

Une nouvelle architecture financière ne peut se construire en ajoutant simplement quelques annexes. Il lui faut de nouvelles fondations et, pour cela, il ne suffit pas de faire du "lobbying" auprès du FMI ou des conclaves gouvernementaux périodiques.

Il faut une intervention, mais qui soit moins timide et se fasse sur une échelle mondiale. Les institutions internationales mises en place il y a 60 ans – la Banque mondiale et le Fonds monétaire international – doivent entamer un rôle de régulation des marchés; ce faisant, elles pourraient constituer la base de la création d'une économie mondiale durable qui fait cruellement défaut à l'heure actuelle.

Ces organismes internationaux, appelés institutions de Bretton Woods, d'après le nom de la ville où ils ont vu le jour, ont été créés dans un monde totalement différent de celui dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Les travailleurs aspirent à de nouvelles institutions, plus démocratiques pour gérer les échanges internationaux et les affaires économiques. Ils voient dans la pauvreté et le dénuement qui se répandent dans le monde un danger bien plus grave pour la sécurité de la planète que les questions qui occupent le Conseil de sécurité des Nations unies qui a en charge le maintien de la paix.

Mais on ne bâtit pas une société juste et libre qu'avec des cessez-le-feu et des traités de paix. Il faudrait peut-être conférer un réel pouvoir – comparable à celui du Conseil de sécurité – au Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC).

Doté du mandat, de l'autorité et de la capacité politiques nécessaires pour imposer une économie durable,

cet organisme pourrait véritablement changer le cours des choses et créer des sociétés pacifiques, prospères et socialement justes. Le fléau de la pauvreté et le scandale des inégalités sociales sont des problèmes profondément enracinés auxquels nous devons nous attaquer si nous voulons vraiment une paix durable.

Ceux qui réclament une stimulation de la demande, davantage d'équité et de respect des droits des travailleurs n'ont guère plus de chance d'être entendus aujourd'hui qu'ils l'ont été dans le passé. L'expérience des deux dernières décennies – pendant lesquelles les avancées sociales historiques ont été réduites à néant sur pratiquement tous les fronts – apporte la preuve du contraire.

Le mouvement syndical, national et mondial, traverse une crise d'une profondeur et d'une ampleur exceptionnelles. Des institutions comme le FMI, qui ont toujours servi d'instrument pour remédier à des crises plus limitées, n'ont pas les ressources pour y faire face. Quant aux pouvoirs publics, ils ne sont pas confrontés à la pression politique et sociale massive qui les contraindrait à s'attaquer à la crise d'une manière qui irait à l'encontre de décennies de destruction sociale et environnementale et renforcerait les capacités de mobilisation du monde du travail.

Dans ces conditions, toutes les questions doivent être considérées comme ouvertes et constituer l'occasion pour les syndicats d'intervenir sur des modes nouveaux par le biais de nouvelles alliances. Si les pouvoirs publics s'avèrent incapables d'agir, la solution ne sera pas d'en revenir au programme et aux stratégies de l'IIF et de se tourner vers les gens qui nous ont mis dans cette situation au départ.

Pour sa part, l'UITA, désireuse de favoriser une nouvelle approche, doit répondre à deux missions. La première consiste à collaborer avec ses affiliés pour les protéger du mieux qu'elle peut des effets du ralentissement de l'économie et de l'effondrement de la finance.

Nous contestons l'illusion qu'entretient parfois la distinction entre une "économie financière" et une "économie réelle". Il n'existe qu'une seule économie. Ce ne sont que les manipulations des sociétés et des entreprises qui ont permis de séparer la finance de l'économie réelle.

Dans une économie mondiale unifiée, nous devons unir nos forces pour nous protéger, en particulier des sociétés transnationales que la crise met à l'épreuve mais qui essayent de

tirer parti de la peur que diffuse la crise pour imposer, en matière d'emploi et de droits syndicaux, les changements qu'elles souhaitent depuis longtemps.

Notre seconde mission consistera à rejoindre d'autres dans le mouvement syndical mondial et la société civile au sens large pour réclamer des changements dans la régulation de l'économie. Il nous faut agir vite parce que cette aspiration au changement pourrait être de courte durée.

Il y a toujours ceux qui pensent que le système est "fondamentalement sain". Ce n'est pas le cas mais, si on les laisse faire, en ajoutant quelques milliards de fonds publics pour les aider, ils s'efforceront de restaurer leur crédibilité et leurs structures sans changer quoi que ce soit à la base qui a laissé aux fondamentalistes du libre-échange et du marché libre une influence totale ces trente dernières années. Au contraire, il faut s'assurer que la politique est présente là où il faut, c'est-à-dire aux commandes de l'économie mondiale.

Il faut, sur le lieu de travail, dans la rue, dans chaque forum public et en en créant de nouveaux, exiger que les pouvoirs publics et les entreprises rendent des comptes sur la progression du chômage à une époque où des masses d'argent public sans précédent sont injectées dans le système bancaire. Comme ce fut le cas pour les plus grandes nationalisations de l'histoire, le mouvement syndical doit réclamer que les banques soient régulées comme un bien public, structurées comme une entreprise de service public, redevables s'agissant de la poursuite d'objectifs politiques démocratiques. L'argent doit servir à financer de réels investissements, pas à financer la finance.

Nous devons rejoindre un vaste mouvement dont le but est d'apporter des changements radicaux et fondamentaux dans les institutions internationales de telle sorte qu'elles s'adaptent aux objectifs de contrôle et de régulation de l'économie mondiale contemporaine.

Cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais nous avons là l'occasion de sortir de l'ombre et de faire du mouvement syndical le catalyseur des demandes de changement qui permettront de créer un monde fort différent de celui que nous avons subi.

Ron Oswald est le Secrétaire général de l'UITA, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes.